

## **Les mobilisations sociales à l'heure du précarité**

Didier CHABANET, Pascale DUFOUR, Frédéric ROYALL

**Quels rapports entre chômeurs du Québec, sans-papiers en Irlande, sans-logis au Japon, Gens du voyage en Italie, anciens prisonniers en France ? Il s'agit de populations socialement défavorisées et isolées politiquement. *La vie des idées* publie un large extrait du livre *Action collective et exclusion sociale*.**

Cet article reprend les grandes lignes d'un ouvrage à paraître sous le même titre, dans la collection *Lien social et politiques* des éditions de l'EHESS. L'idée initiale a germé lors du colloque « Action collective et exclusion sociale », organisé les 11 et 12 janvier 2008 par le laboratoire Triangle de l'École Normale Supérieure de Lyon – Lettres et Sciences Humaines, avec le soutien du CNRS et de l'Université Lyon 2. Didier Chabanet et Frédéric Royall avaient réuni à cette occasion plus d'une cinquantaine de chercheurs présentant leurs travaux autour de cette thématique. Plusieurs axes de réflexion transversaux avaient alors émergé : la crise des formes traditionnelles d'engagement et de participation politiques ; le développement de mobilisation de groupes à faibles ressources, connues plutôt pour leur difficulté, voire leur incapacité, à s'organiser et à protester collectivement ; le passage du salariat au précarité ; les mobilisations sociales à l'heure du précarité.

### **De l'improbabilité aux conditions de possibilité**

Quels rapports entre des chômeurs au Québec, des sans-papiers en Irlande, des sans-logis au Japon, des Gens du voyage en Italie, ou d'anciens prisonniers en France ? Rien en apparence, si ce n'est le fait qu'il s'agit de populations socialement défavorisées et relativement isolées politiquement dont on a souvent considéré que la mobilisation était improbable, voire impossible, en tout cas exceptionnelle. Depuis fort longtemps, la production académique insiste sur les multiples contraintes – sociologiques, identitaires, culturelles, cognitives, financières,

organisationnelles, politiques, etc. – que les personnes en situation d'exclusion sociale rencontrent pour s'engager collectivement.

Pourtant, depuis au moins une vingtaine d'années, des groupes précarisés expriment leurs revendications et parviennent à se faire entendre dans l'espace public (Boumaza et Hamman, 2007). Ces mouvements – parfois qualifiés de « sans » (Mouchard, 2009) – ont suscité un important engouement scientifique, amenant à s'interroger sur les facteurs rendant possibles leur émergence. À cet égard, deux interprétations opposées se dessinent, que l'on retrouve très nettement dans cet ouvrage.

La première, aujourd'hui sans doute dominante dans la littérature, insiste particulièrement sur les capacités d'action de ces groupes, qu'elles soient endogènes à ces derniers ou qu'elles résident dans une ouverture des « opportunités » politiques ou institutionnelles à partir desquelles ceux-ci peuvent se mobiliser. L'analyse tend alors à se focaliser non pas tant sur l'« improbabilité » de ces mobilisations que sur les facteurs de compréhension de ce phénomène, mettant généralement en exergue une évolution très significative des logiques d'engagement<sup>1</sup>. La seconde orientation remet radicalement en cause cette grille de lecture, au motif notamment que les groupes de « sans » seraient beaucoup plus mobilisés comme catégorie par d'autres militants qu'ils ne se mobilisent eux-mêmes, comme l'affirme très clairement Xavier Dunezat dans ce volume. Cette posture critique a le mérite de nous obliger à nous interroger sur ce qui est véritablement nouveau au travers des mobilisations de « sans » et à nous intéresser sérieusement à leurs caractéristiques sociologiques, sans prendre pour argent comptant les catégories de jugement que ces mouvements cherchent à imposer, y compris auprès de ceux qui les étudient.

Ce livre rassemble des études de cas issues de contextes nationaux extrêmement différents, que ce soit dans des pays européens, mais aussi au Québec, au Mexique, ou encore à Haïti. Notre ambition n'est pas de nous livrer à une véritable analyse comparative, mais plus modestement de comprendre comment – dans des configurations économiques, sociales, politiques et institutionnelles à la fois spécifiques et très contrastées – des groupes à faibles ressources parviennent malgré tout à agir collectivement et à revendiquer. Nous suggérons ainsi que le

---

<sup>1</sup> Voir Perrineau, 1994.

phénomène n'est limité à aucune aire géographique particulière, même si les études disponibles ont plutôt eu tendance, à ce jour, à privilégier les exemples européens et américains (Chabanet et Royall, 2010). À des degrés divers, la crise des formes traditionnelles de participation, la fragilisation des systèmes de protection et l'approfondissement des inégalités sociales, mais aussi l'aspiration à la prise de parole des groupes sociaux les plus démunis sont observables sur l'ensemble de la planète, justifiant que des analyses soient menées à cette échelle.

Si les mobilisations de précaire ne se distinguent pas nécessairement par leur « improbabilité »<sup>2</sup>, il reste qu'elles présentent des particularités, si on les compare, par exemple, à la figure du mouvement ouvrier, aux nouveaux mouvements sociaux, ou plus largement aux groupes revendicatifs issus de la classe moyenne. Fondamentalement, la question de leur autonomie d'action est au cœur des analyses et suscite bien des polémiques. C'est là sans doute l'une des différences majeures avec la multitude des autres mobilisations (femmes, écologistes, homosexuels, indépendantistes, minorités visibles, travailleurs de l'industrie, etc.), dont personne n'interrogeait très sérieusement la capacité à agir. Les mouvements de précaires ont une visibilité réduite, qui est en grande partie la conséquence de leur éloignement des principales structures collectives d'engagement et de participation, qu'elles soient partisans, syndicales ou même associatives. La représentation politique de ces groupes est donc davantage l'exception que la règle. Quand elle survient – presque systématiquement de façon éphémère et épisodique – la question de l'identité sociologique des personnes mobilisées émerge et fait débat. L'un des enjeux essentiels est alors de savoir si les travailleurs pauvres, les chômeurs, les mal logés, ou encore les employé(e)s des petites boutiques de prêt-à-porter se mobilisent vraiment, ou s'ils sont bien davantage mobilisés par des acteurs, individuels ou collectifs, dont la situation n'est pas particulièrement marquée par la précarité. En fonction des réponses apportées à cette interrogation, l'analyse mettra plutôt l'accent sur les ressources mobilisées à travers l'action par

---

<sup>2</sup> Pour alimenter ce débat, on pourrait indiquer de façon paradoxale que la mobilisation d'un groupe social reste toujours un phénomène relativement exceptionnel et que, en même temps, les raisons de protester n'ont jamais été aussi nombreuses – mais sans doute également les moyens de se mobiliser aussi accessibles – compte tenu d'une part de l'aggravation récente des inégalités sociales, qui accroît les colères et les frustrations et d'autre part de l'évolution des modes d'engagement, ces derniers faisant de plus en plus appel à des techniques d'interpellation et de spectacularisation de l'opinion publique qui sont de moins en moins connectées à la mobilisation quantitative du groupe social concerné. En d'autres termes et même si le cas de figure peut sembler extrême, l'émergence d'une cause dans un espace public n'implique pas directement la mobilisation des individus dont les intérêts sont ainsi défendus.

les groupes à faibles ressources, leur savoir-faire militant, leur intelligence stratégique, leur capacité à se retrouver autour d'une identité relativement commune, ou au contraire sur leur indéfectible dépendance à l'égard des opportunités politiques, des contextes sociaux et des systèmes d'alliances qui se nouent sans qu'ils en soient nécessairement à l'initiative.

### **Structure de l'ouvrage**

Les contributions réunies participent de cette réflexion, à partir d'un travail de recherche rigoureux, ancré dans une connaissance extrêmement riche et fine des terrains étudiés. La première partie est intitulée « *Logiques d'inclusion et d'exclusion au sein des sociétés et des organisations* ». Le premier chapitre de Céline Bellot, (« La défense des droits des personnes itinérantes à Montréal : l'histoire d'un partenariat entre chercheurs, intervenants sociaux et population cible »), montre comment l'accès des itinérants à un certain nombre de ressources spécifiques et la façon dont des soutiens institutionnels ou juridiques ont pu se développer, a contribué à changer les pratiques et à consolider les alliances entre cette population, les chercheurs et les professionnels de l'aide sociale. Dans ce contexte, l'auteur souligne que les mobilisations pro-itinérantes à Montréal (Canada) représentent une opportunité de prise de parole et d'amélioration de la reconnaissance des droits et des intérêts de ces populations.

Illionor Louis et Christopher McAll (« Réciprocité, instrumentalité, reconnaissance : actions collectives à *Cité de l'Éternel* et à *La Sierra Santa Caterina* ») se penchent sur les modalités concrètes d'accomplissement des squatteurs dans des quartiers défavorisés de Mexico (Mexique) et de Port-au-Prince (Haïti). Malgré des velléités revendicatrices, les formes embryonnaires d'organisation collective sont surtout motivées par des logiques d'urgence, de survie et par le besoin de soulager la misère. Elles ne débouchent donc pas véritablement sur une remise en cause politique du système qui (re)produit les inégalités, pas plus qu'elles ne semblent sortir les personnes mobilisées de la précarité.

La seconde partie du livre – « *Action syndicale et travailleurs pauvres* » – est notamment fondée sur une enquête approfondie menée très récemment par deux équipes de chercheurs auprès d'organisations syndicales françaises, visant à mieux comprendre la façon dont ces dernières identifient et, le cas échéant, prennent en charge les situations de pauvreté au travail.

Thomas Brugnot et Gwenola Le Naour montrent ainsi que le monde syndical est, de fait, amené à apporter des éléments de réponse à ce phénomène et développe, presque à son corps défendant, des formes d'assistance sociale qui l'éloignent de son rôle revendicatif traditionnel (« Quand les syndicats deviennent « prestataires ». Les paradoxes de l'intervention syndicale auprès des travailleurs pauvres »). L'un des enjeux consiste évidemment à savoir si cette évolution est le signe d'un élargissement et d'un renouveau du syndicalisme contemporain, capable de s'adapter aux problèmes montants du précaire, ou au contraire l'illustration de son dévoiement et de son affaiblissement.

Sophie Bérout et d'Emmanuel Porte reviennent quant à eux sur l'apparition de la catégorie de travailleurs pauvres dans le débat scientifique et sur les difficultés méthodologiques ou conceptuelles qui en découlent (« Quand la pauvreté concerne le monde du travail : La difficile adaptation des analyses et des réponses syndicales »). Ils étudient ensuite en détail plusieurs dispositifs locaux ou nationaux mis en place par les syndicats pour faire face aux difficultés que rencontrent certains salariés. Ils soulignent que les syndicats ont tendance à réduire ces questions à ce qui se donne à voir sur le lieu de travail, tendant à occulter du même coup ce qui se joue en dehors, notamment dans la sphère familiale. Les deux auteurs suggèrent cependant que le syndicalisme pourrait trouver dans l'aide qu'il apporte aux travailleurs pauvres les moyens de se rapprocher des milieux défavorisés et de construire des liens durables avec le militantisme social associatif.

Rachid Bouchareb s'intéresse, pour sa part, aux processus par lesquels les employés du prêt-à-porter – à Paris (France) et à Bruxelles et à Namur (Belgique) – tentent de résister à l'aliénation professionnelle qu'ils subissent, dans un milieu fort peu syndiqué et soumis à des pratiques managériales de plus en plus contraignantes (« Des employé(e)s de boutique entre résignation et volonté de lutte. Examen des formes d'agir face à la domination »). Son étude permet de saisir les possibilités d'émergence d'une conflictualité sociale au travail et de comprendre comment des salariés peuvent, peu ou prou, se réapproprier un pouvoir d'agir social qui dépasse leur statut de précaires, malgré la déshumanisation induite par la rationalisation marchande, particulièrement développée dans ce secteur d'activité.

Dans le dernier chapitre de cette partie, Lilian Mathieu revient sur la signification du mouvement d'opposition au « plan Juppé » en France en novembre-décembre 1995 et sur la façon dont il s'est construit autour du thème de l'exclusion (« Le mouvement de décembre 1995 : une mobilisation hantée par « l'exclusion » »). L'analyse pointe la grande porosité entre sphères académiques et milieux militants – à travers l'enchevêtrement des prises de position tant conceptuelles que politiques – et retrace les lignes de clivages entre ceux qui ont vu dans cet épisode la manifestation d'un corporatisme étriqué, replié sur la préservation égoïste d'avantages acquis et ceux qui, au contraire, l'ont interprété comme étant non seulement l'expression du rejet d'une politique injuste, socialement rétrograde, mais aussi un signe de solidarité à l'égard des plus faibles et des précaires.

La troisième partie du livre est consacrée aux « *Mobilisations de chômeurs en France* ». Valérie Cohen constate que depuis les événements de l'hiver 1997-1998, l'action collective des chômeurs ne peut plus être considérée comme un « miracle social », ne serait-ce qu'au regard de la récurrence du phénomène. Elle s'interroge néanmoins sur les processus d'engagement, de désengagement et donc de renouvellement des forces militantes au sein des organisations de chômeurs (« Devenir des mobilisations de « chômeurs » et des acteurs engagés »). Son analyse est centrée sur le cas d'Agir ensemble contre le chômage (AC!), qui a joué un rôle moteur dans l'émergence des mobilisations de chômeurs en France depuis le milieu des années 1990. S'appuyant sur deux séries d'enquêtes réalisées de 1996 à 1999 et en 2007, l'auteur pointe en particulier la difficulté à stabiliser les enjeux de lutte sur le chômage et à s'ouvrir à la question des précaires et des « sans », perdant du même coup quelque peu leur identité initiale. Parallèlement, la capacité des chômeurs à s'engager de façon pérenne s'avère problématique, non seulement parce l'activité militante est peu compatible avec la recherche d'emploi, mais aussi parce que le renouvellement constant des effectifs au sein d'AC! traduit des divergences d'orientation profondes et en tout cas fragilise l'organisation.

Marie-Laure Pouchadon revient, elle aussi, sur les conditions d'émergence de l'action collective des sans-emploi, notamment sur les modalités de structuration mises en œuvre. Son analyse vise ainsi à mieux comprendre comment les organisations de chômeurs parviennent à surmonter les obstacles à la mobilisation, le plus souvent dans un rapport critique et distant à

l'égard des structures syndicales traditionnelles (« Dynamiques et répertoires d'actions des mobilisations de chômeurs en France »).

La dernière partie du livre – « *Entre impuissance politique et capacité de résistance* » – traite davantage des ambiguïtés et des limites des mobilisations de « sans » que de leur effectivité, même si celle-ci n'est pas exclue. Dans cette perspective, la capacité des plus démunis à agir et à protester collectivement est un phénomène considéré comme intrinsèquement fragile et incertain, presque résiduel.

Quant à Xavier Dunezat, il s'intéresse à la sociologie des « sans », concluant de façon percutante à la quasi inexistence de ceux au nom duquel le groupe existe et parle (« Mouvements de sans, rapports sociaux et « exclusion sociale » : l'introuvable groupe mobilisé »). Son travail d'enquête porte sur différentes mobilisations locales de chômeurs et de sans-papiers et grâce à une approche essentiellement quantitative débouche sur un double résultat. D'une part, les groupes à faibles ressources sont mobilisés bien plus qu'ils ne se mobilisent, ce qui amène l'auteur à réfuter l'idée d'un renouveau de l'action collective initiée par les précaires. D'autre part, les rapports d'exclusion et de domination repérables dans l'ensemble de la société se prolongent au sein des organisations de « sans », qui loin d'enrayer ces phénomènes les reproduisent. Les analyses en termes de classe tendraient ainsi à occulter d'autres rapports d'exploitation et d'oppression tout aussi structurants, largement cumulatifs, qui se jouent autour de la question de la « race » et du « sexe ».

Dans la même veine, Muriel Bègue soutient que la mobilisation des personnes en grande difficulté socio-économique constitue un phénomène minoritaire parmi une population globalement apathique. D'autres attitudes politiques sont cependant envisageables. A partir d'une enquête qualitative menée à Chartres (France), à Oxford (Angleterre) et à Pampelune (Espagne) auprès d'allocataires du revenu minimum, l'auteur s'intéresse ainsi au « mécontentement » qui se présente comme une aspiration à se rebeller contre un rapport de domination dans lequel sont enfermées les personnes défavorisées, sans que ces dernières ne disposent des moyens d'une réelle mobilisation. La verbalisation de l'indignation est alors le

principal vecteur par lequel s'exprime leur rapport au politique (« Le *mécontentement* des personnes en situation défavorisée : une indignation contre leur impuissance politique »).

Enfin, Sylvain Lefèvre interroge les formes contemporaines de l'engagement associatif, souvent présentées comme le terreau de la démocratie participative et l'une des réponses à la montée de l'individualisme et de l'apathie politique. Sur la base de données recueillies auprès d'organisations non gouvernementales (ONG) travaillant dans l'humanitaire et l'environnement, l'auteur s'applique à démythifier cette vision enchantée mais trompeuse, montrant comment le mode de fonctionnement et les valeurs associatives s'inspirent de plus en plus de l'entreprise privée (« Un nouveau « cens caché ». La ségrégation politique au sein du monde civique des ONG »). Loin d'être régis par le don, le bénévolat et l'altruisme, les ONG étudiées sont en effet soumises à des impératifs de rentabilité et de maximisation des ressources, qui ont un impact direct sur les logiques de recrutement et donc sur la nature du militantisme associatif. Les outils managériaux mis en place jouent ici comme autant de biais, voire de principes d'exclusion, qui favorisent non pas les acteurs les plus convaincus, mais ceux qui sont les plus aptes à se comporter de manière professionnelle et qui sont les mieux dotés culturellement et financièrement.

### **Sur l'agenda de recherche**

Cet ouvrage nous invite finalement à explorer plus systématiquement encore trois pistes de recherche. Premièrement, il est aujourd'hui nécessaire de comparer la mobilisation de groupes de précaires issus d'aires géographiques distinctes, de manière à mieux connaître l'ampleur du phénomène et à l'inscrire, le cas échéant, dans le contexte de la mondialisation économique et politique actuelle. La littérature sur l'alter-mondialisme peut aller en ce sens, à condition qu'elle ne s'enferme pas outrageusement dans une vision européen ou américano-centrée. Le défi est d'autant plus grand que l'analyse des mouvements sociaux a pendant très longtemps superbement ignoré des pans entiers de la planète, en particulier l'Asie et l'Afrique et dans une moindre mesure, l'Amérique latine<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> On note cependant depuis plusieurs années une ouverture très nette. Voir Guilheux et Kuah-Pearce, 2009 ; Shigetomi, et Makino, 2009 ; Strawn, 2009 ; Goirand, 2010.

Deuxièmement, des données fines et détaillées sur les caractéristiques sociologiques des mobilisations de précaires doivent être produites. Sans doute parce qu'elles se sont focalisées essentiellement sur les conditions d'émergence de mouvement supposés improbables, mais aussi parce qu'elles ont succombé un peu facilement à la tentation de la nouveauté, les études disponibles ont plus ou moins implicitement considérées pour un fait acquis que la composition du groupe correspondait à sa dénomination. Cette évidence n'en est évidemment pas une et doit être interrogée, de façon à savoir si nous assistons (ou pas) à la mobilisation croissante de populations en grande difficulté socio-économiques, dont certains spécialistes affirmaient encore récemment qu'elles étaient étrangères à tout engagement politique.

Troisièmement, l'évolution du salariat et, en particulier, la montée du précaire nous oblige à repenser le rôle des formes traditionnelles de participation et d'engagement, qui sont toutes issues d'une période globalement marquée par le développement de l'État providence. Tout indique que la dualisation des marchés du travail et l'exclusion de couches entières de la population – y compris parmi les anciennes classes moyennes intégrées – sont des phénomènes durables. Une telle situation interpelle nécessairement les forces vives du mouvement ouvrier et en premier lieu les organisations syndicales, dont on a vu que l'utilité sociale évoluait sensiblement sous l'effet de ces changements. Au-delà, un des défis démocratiques majeurs qui se pose à l'ensemble des sociétés confrontées à ce type de problème réside sans aucun doute dans leur capacité à donner une expression collective et politique au malaise social grandissant.

## Références

- Magali Boumaza et Philippe Hamman (dir.), *Sociologie des mouvements de précaires. Espaces mobilisés et répertoires d'action*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- Didier Chabanet et Frédéric Royall, (dir.), *Mobilising Against Marginalisation in Europe*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing, 2010.
- Gilles Guilheux et Khun Eng Kuah-Pearce (dir.), *Social Movements in China and Hong Kong. The Expansion of Protest Space*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009.

Camille Goirand , « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 60, 3, 2010, p.445-466.

Daniel Mouchard , *Être représenté. Mobilisations d'« exclus » dans la France des années 1990*, Paris, Économica, 2009.

Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique: déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

Shinichi Shigetomi et Kumiko Makino, (dir.), *Protest and Social Movements in the Developing World*, London: Edward Elgar, 2009.

Kelley Strawn, « Contemporary Research on Social Movements and Protest in Latin America: Promoting Democracy, Resisting Neoliberalism, and Many Themes in Between », *Sociology Compass*, Vol. 3, n° 4, 2009, pp. 644-657.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 23 septembre 2010

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)